

# SÉANCE DU 26 FÉVRIER 2024

## PROCÈS-VERBAL

SÉANCE N°1

Nombre de conseillers en exercice : 50  
 Nombre de conseillers présents : 27  
 Nombre de conseillers présents et représentés : 27  
 Quorum : 26  
 Date de convocation : 15/02/2024  
 Date d'affichage de la convocation : 15/02/2024  
 Secrétaire de séance : M. Ternus Henri

Le 26 février de l'année deux mille vingt-quatre à  
 10h00 à Hagetmau – Salle de réunion du SGLB

Le Conseil Syndical du Syndicat des bassins versants du Gabas, du Louts et du Bahus (SGLB), légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard LABADIE

La séance est ouverte

Le procès-verbal du 2 octobre 2023 est adopté à l'unanimité.

NOM Prénom	Présence *	Excusés, procuration à	NOM Prénom	Présence *	Excusés, procuration à
AMAROT Serge (Délégué Titulaire)	P		DUPREUILH Patrick (Délégué Titulaire)	P	
BARON David (Délégué Titulaire)	A		DUSSAU Paul (Délégué Titulaire)	E	
BATS Rosine (Déléguée Titulaire)	P		DUTOYA Eric (Délégué Titulaire)	P	
BAZILE Jean-Patrick (Délégué Titulaire)	E		FALCOU Dominique (Délégué Titulaire)	P	
BOUDIGUE Xavier (Délégué Titulaire)	A		FARTHOUAT Jean- Jacques (Délégué Titulaire)	P	
BOULIN Thierry (Délégué Titulaire)	E		LABADIE Bernard (Délégué Titulaire)	P	
CANTON Jean (Délégué Titulaire)	P		LABAT Alain (Délégué Titulaire)	P	
CARJUZZA Fabien (Délégué Suppléant)	A		LABORDE Benoît (Délégué Titulaire)	E	
CARRERE Sébastien (Délégué Titulaire)	P		LABORDE Clément (Délégué Titulaire)	P	
CASSOU-LALANNE Claude (Délégué Titulaire)	P		LAFARGUE-ANACLET Geneviève (Déléguée Titulaire)	P	

## COMITÉ SYNDICAL DU 26 FÉVRIER 2024 – PROCÈS-VERBAL

CAZAUBON Isabelle (Déléguée Titulaire)	E		LAFON Karine (Déléguée Titulaire)	E	
COSTADOAT Pierre (Délégué Titulaire)	E		LALANNE Guillaume (Délégué Titulaire)	P	
DE FILIPPO Danielle (Déléguée Titulaire)	E		LAMUDE Patricia (Déléguée Titulaire)	P	
DE LESDAIN François (Délégué Titulaire)	E		LARREZET Robert (Délégué Titulaire)	P	
DEBIN Thomas (Délégué Titulaire)	A		LARROZE Lucien (Délégué Titulaire)	P	
DEGOS Eric (Délégué Titulaire)	A		LOUBÈRE Sébastien (Délégué Titulaire)	P	
DEHEZ Gérard (Délégué Titulaire)	E		MAILLOT Marie-Christine (Déléguée Titulaire)	P	
DESLOUS Christian (Délégué Titulaire)	P		MARINÉ Benoît (Délégué Titulaire)	E	
DUBECQ Francis (Délégué Titulaire)	P		MONJARET Patrick (Délégué Titulaire)	P	
DUBICQ Gilbert (Délégué Titulaire)	P		MOURA Jean-Pierre (Délégué Titulaire)	A	
DUCOS Christian (Délégué Titulaire)	E		SAINT PALAIS Thierry (Délégué Titulaire)	E	
DUCOURNAU Nadège (Déléguée Titulaire)	E		TAFFARD Benoît (Délégué Titulaire)	A	
DUFAU Jean-Jacques (Délégué Titulaire)	P		TASTET Bernard (Délégué Titulaire)	P	
DUPONT-BRETHES Jean-Yves (Délégué Titulaire)	A		TASTET Christophe (Délégué Titulaire)	E	
DUPOUY Philippe (Délégué Suppléant)	A		TERNUS Henri (Délégué Titulaire)	P	
DUPOUY Emmanuel (Délégué Titulaire)	A		Vignes Jean-Claude (Délégué Titulaire)	P	

\* P = Présent / E = Excusé, procuration à. / A= Absent

\*\*\*\*

Le quorum étant atteint, Monsieur le Président, déclare la séance ouverte.

## Ordre du jour.

<b>AFFAIRES GÉNÉRALES</b> .....	<b>3</b>
1. Approbation du procès-verbal de la réunion du comité syndical du 2 Octobre 2023 .....	3
2. Délibération portant demande d'affiliation du Village Alzheimer au CDG des Landes – (DCS2024_01) .....	3
3. Demande de subvention à l'Agence de l'Eau Adour Garonne pour les missions de conseil, de sensibilisation, d'animation et de communication pour l'année 2024 - (DCS2024_02).....	3
4. Délibération précisant et fixant le montant des indemnités de fonction des vice-présidents - (DCS2024_03) .....	4
5. Délibération portant attribution de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle - (DCS2024_04).....	5
6. Présentation du Rapport Social Unique (RSU) .....	6
<b>AFFAIRES BUDGÉTAIRES</b> .....	<b>7</b>
7. Décisions de l'ordonnateur .....	7
8. Compte de Gestion 2023 – (DCS2024_05).....	7
9. Compte Administratif 2023 – (DCS2024_06).....	8
10. Affectation des résultats de l'exercice 2023– (DCS2024_07).....	9
11. Débat d'Orientations Budgétaires pour le budget 2024 – (DCS2024_08) .....	9
12. Programme d'actions 2024 – (DCS2024_09) .....	10
13. Délibération portant renouvellement d'un véhicule – (DCS2024_10) .....	10
14. Divers .....	11



## AFFAIRES GÉNÉRALES

### 1. Approbation du procès-verbal de la réunion du comité syndical du 2 Octobre 2023

Il a été demandé d'approuver le procès-verbal joint en annexe de la note de présentation des dossiers de la séance précédente incluant les éventuelles remarques des délégués. Le procès-verbal de la séance précédente a été approuvé à l'unanimité.

### 2. Délibération portant demande d'affiliation du Village Alzheimer au CDG des Landes – (DCS2024\_01)

#### Exposé des motifs

Le conseil d'Administration du Département des Landes a décidé en date du 28 novembre 2023, l'affiliation à titre volontaire du Village Landais Alzheimer - Henri Emmanuelli - au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Landes.

Conformément à la législation en vigueur la consultation des collectivités et établissements publics affiliés au CDG 40 est nécessaire préalablement à l'acceptation de cette demande d'affiliation et doit intervenir dans un délai de deux mois suivant la transmission de la demande d'affiliation.

Considérant qu'il peut être fait opposition à cette demande par les deux tiers des collectivités et établissements déjà affiliés représentant au moins les trois quarts des fonctionnaires concernés ou par les trois quarts de ces collectivités et établissements représentant au moins les deux tiers des fonctionnaires concernés.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE COMITÉ SYNDICAL À L'UNANIMITÉ  
DÉCIDE DE :**

**-D'ÉMETTRE UN AVIS FAVORABLE** à l'affiliation du Village Landais Alzheimer - Henri Emmanuelli - au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Landes.

**-PRÉCISE** que la délibération sera transmise à Madame la Présidente du Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes

### 3. Demande de subvention à l'Agence de l'Eau Adour Garonne pour les missions de conseil, de sensibilisation, d'animation et de communication pour l'année 2024 - (DCS2024\_02)

#### Exposé des motifs

Dans le cadre de ses compétences, le Syndicat mixte des bassins versants du Gabas, du Louts et du Bahus (SGLB) assure la définition et la mise en œuvre de plusieurs plans pluriannuels de gestion de cours d'eau.

L'Agence de l'Eau Adour Garonne, dans son 11<sup>ème</sup> programme, soutient les syndicats de rivières en participant financièrement au suivi des cours d'eau.

Pour l'année 2024, il a été demandé de renouveler la demande de subvention versée par l'Agence de l'Eau Adour Garonne, pour le suivi des missions de conseil, sensibilisation, animation et communication des cours d'eau du SGLB.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE COMITÉ SYNDICAL À L'UNANIMITÉ  
DÉCIDE :**

- **DE SOLLICITER** l'Agence de l'Eau Adour Garonne pour sa participation financière au titre du suivi des missions de conseil, sensibilisation, animation et communication des cours d'eau du Syndicat mixte des bassins versants du Gabas, du Louts et du Bahus (SGLB) pour l'année 2024,
- **DONNE** pouvoir à Monsieur le Président pour signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

**4. Délibération précisant et fixant le montant des indemnités de fonction des vice-présidents  
- (DCS2024\_03)**

Exposé des motifs

Les fonctions électives sont gratuites (article L. 2123-17 du CGCT). Ce principe est également applicable aux élus intercommunaux.

Toutefois, la loi a prévu la faculté pour l'organe délibérant de décider du versement d'indemnités de fonctions aux élus intercommunaux, venant compenser les dépenses et les sujétions résultant de l'exercice de leur charge publique.

L'article L. 5211-12 du CGCT fixe le cadre légal du versement des indemnités de fonction des EPCI à fiscalité propre, des syndicats de communes et des syndicats mixtes par renvoi des articles L. 5711-1 du CGCT pour les syndicats mixtes fermés. L'assemblée délibérante doit fixer le montant des indemnités de fonction par délibération dans la limite de l'enveloppe maximale indemnitaire définie à l'article L.5211-12 du CGCT.

L'octroi d'une indemnité de fonction est subordonné à l'exercice effectif des fonctions de Président ou de vice-président. S'agissant des vice-présidents, l'exercice effectif des fonctions est lié au fait qu'ils soient détenteurs d'une délégation de fonction expresse du président.

L'indemnité de fonction est fixée en pourcentage de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique (1027 au 1<sup>er</sup> janvier 2020 par le décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017). Les taux et montants maximaux bruts mensuels des indemnités de fonction pouvant être versées aux élus intercommunaux pour les différentes catégories de syndicats mixtes sont visés par le décret n° 2017-1736 du 21 décembre 2017.

Pour rappel, ci-après le tableau de référence.

**Syndicat de communes et syndicat mixte fermé  
(composés uniquement de communes et d'EPCI) - Art.R.5211-12 du CGCT**

<b>Valeur à compter du 01/01/19</b>	<b>Valeur de l'indice brut 1027 AU 01/01/19 : 3 889.40 € (décret n°2017-85 du 26 janvier 2017)</b>	
<b>POPULATION TOTALE (tranches démographiques)</b>	<b>VICE-PRESIDENTS</b>	
	<b>Taux maximal (en % de l'IB 1027)</b>	<b>Indemnité brute (en euros)</b>
< 500	1.89	73.51
500 à 999	2.68	104.24
1 000 à 3 499	4.65	180.86
3 500 à 9 999	6.77	263.31
10 000 à 19 999	8.66	336.82
<b>20 000 à 49 999</b>	<b>10.24</b>	<b>398.27</b>
50 000 à 99 999	11.81	459.34
100 000 à 199 999	17.72	689.20
> 200 000	18.70	727.32



**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE COMITÉ SYNDICAL À L'UNANIMITÉ  
DÉCIDE :**

- DE FIXER** les indemnités des vice-présidents à 6.43% de l'indice brut 1027 de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
- DIT** qu'il est joint en annexe de la présente délibération un tableau retraçant l'ensemble des indemnités allouées aux vice-présidents,
- AUTORISE** le Président à accomplir l'ensemble des actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération,
- DIT** que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

**5. Délibération portant attribution de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle -  
(DCS2024\_04)**

Exposé des motifs

Le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 porte la création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale.

Considérant les plafonds de rémunération brute pour l'éligibilité du dispositif ainsi que les montants maxima de la prime fixés par la réglementation.

Considérant l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 29 janvier 2024 sur l'instauration de cette prime au sein du syndicat.

Considérant la volonté des élus de la collectivité d'instituer la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire en faveur des agents publics éligibles afin d'améliorer leur pouvoir d'achat,

Considérant les plafonds de rémunération brute pour l'éligibilité du dispositif ainsi que les montants maxima de la prime fixés par la réglementation figurant dans le tableau ci-après :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 <sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant de la prime du pouvoir d'achat	A titre indicatif montant maximum de la prime de pouvoir d'achat sachant que l'assemblée délibérante peut tout à fait décider d'attribuer ces montants plafonds
Inférieure ou égale à 23 700 €	<b>800 €</b>	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	<b>700 €</b>	700 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	<b>300 €</b>	300 €

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE COMITÉ SYNDICAL À L'UNANIMITÉ  
DÉCIDE :**

-**D'INSTITUER** la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire en faveur de tous les agents fonctionnaires titulaires et stagiaires et contractuels de droit public remplissant les conditions d'éligibilité fixées par le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 susvisé,

-**DE FIXER** le montant de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire par strate de rémunération perçue par les agents pour la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023 selon les modalités suivantes :

- Le montant de la prime de pouvoir d'achat est réduit à proportion de la quotité de travail (temps non complet et temps partiel) et de la durée d'emploi sur la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023.
- Elle sera versée en une seule fois.
- L'autorité territoriale est chargée de fixer, par arrêté, le montant individuel attribué à chaque agent.
- Les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.
- La délibération prendra effet à compter du 01/04/2024.

## 6. Présentation du Rapport Social Unique (RSU)

Les employeurs territoriaux sont tenus d'élaborer annuellement un rapport social unique (RSU). Il s'établit chaque année au titre de l'année civile écoulée.

La réalisation du RSU est un moment fort pour les collectivités. Il permet de dresser un bilan des ressources humaines, il rassemble les données à partir desquelles sont établies les Lignes Directrices de Gestion. Son contenu s'articule autour de différentes thématiques : l'emploi, le recrutement, les parcours professionnels, les rémunérations, la santé et la sécurité au travail, l'organisation du travail, l'action sociale la formation, la GPEEC, etc...

Ce rapport est réalisé chaque année, présenté pour avis au Comité Social Territorial du Centre de Gestion des Landes. Il a été présenté au Comité Syndical lors de cette séance, et n'a pas fait l'objet de remarques.

En résumé, quelques chiffres du RSU 2022 :

### EFFECTIFS :

- 4 agents employés par le syndicat au 31/12/2022 (3 fonctionnaires et 1 contractuel)
- 2 Filières : Technique et Administrative
- 3 Cadres d'emplois : Rédacteurs, Techniciens et Adjoint Techniques

### TEMPS DE TRAVAIL :

- Tous les agents travaillent à temps complet soit 35h hebdomadaires

### PYRAMIDE DES ÂGES :

- En moyenne, les agents de la collectivité ont 36 ans

### ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN RÉMUNÉRÉ :

- 4 agents en équivalent temps plein rémunéré sur l'année 2022
- 7 280 heures travaillées rémunérées

### ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE :

- 3 avancements d'échelon sur l'année 2022

### SANTIONS DISCIPLINAIRES :

- Aucune

### ABSENCES :

- 3.7 jours d'absence pour motif médical concernant les fonctionnaires en 2022

### ACCIDENT DU TRAVAIL :

- Aucun

### HANDICAP :

- Aucun travailleur handicapé employé sur emploi permanent, ni recruté sur emploi non permanent (*Seules les collectivités de plus de 20 agents équivalent temps plein sont soumises à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés à hauteur de 6% des effectifs*).

### PRÉVENTION ET RISQUES PROFESSIONNELS :

- 1 formation liée à la prévention a été suivie = Formation manipulation des extincteurs pour 540 €
- Dépenses en faveur de la prévention, de la sécurité et de l'amélioration des conditions de travail = 389 €

### BUDGET ET RÉMUNÉRATION :

- Les charges de personnel représentent 27,27 % des dépenses de fonctionnement
- Le RIFSEEP a été mis en place pour les fonctionnaires
- Les primes sont maintenues en cas de maladie ordinaire
- La part du régime indemnitaire sur les rémunérations annuelles brutes pour l'ensemble des agents permanents est de 25,91 %

### FORMATION :

- En 2022, 100 % des agents ont suivi une formation d'au moins 1 jour
- 19 jours de formation suivis par les agents sur emploi permanent en 2022
- 1 428 € ont été consacrés à la formation en 2022
- Formations organisées et suivies auprès du CNFPT

### ACTION SOCIALE ET PRESTATION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE :

- La collectivité participe aux contrats de prévoyance pour les agents y souscrivant
- La collectivité cotise auprès d'un Comité d'Œuvres Sociales = CNAS
- Prestation sociale servie indirectement aux agents = mise en place de titre déjeuner

### RELATIONS SOCIALES :

- Aucun jour de grève recensé en 2022



## AFFAIRES BUDGÉTAIRES

### 7. Décisions de l'ordonnateur

#### Exposé des motifs

#### VIREMENT DE CRÉDITS :

Le référentiel M57 donne la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel), sous couvert d'une délibération prise par le syndicat.

Monsieur le Président informe l'assemblée qu'il a procédé à un virement de crédit le 13 décembre dernier, comme suit :

#### En Dépenses de fonctionnement :

Art. 615232 (Chap. 011) : - 3 000.00 € -----> Art. 65314 (Chap.65) : + 3 000.00 €

#### ACQUISITION MATÉRIELS INFORMATIQUES :

Monsieur le Président a informé l'assemblée qu'il a procédé à la signature du devis N°0000104CLP en date du 24/01/2024, pour l'acquisition de matériels informatiques auprès de la centrale d'achat des collectivités territoriales (LAFI), pour un montant de 3 744.07 € TTC.

Les crédits seront prévus au budget primitif 2024.

### 8. Compte de Gestion 2023 – (DCS2024\_05)

#### Exposé des motifs

Monsieur le Président indique que :

Après s'être fait présenter le Budget Primitif de l'exercice 2023, la décision modificative du budget considéré, les titres définitifs des créances à recouvrer, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que de l'état de l'actifs, l'état des restes à réaliser,

Après s'être assuré que le Trésorier a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023, y compris celles relatives à la journée complémentaire,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE COMITÉ SYNDICAL À L'UNANIMITÉ  
DÉCIDE :**

**-DÉCLARE** que le compte de gestion, dressé pour l'exercice 2023 par le Trésorier, M. SUTTER Stéphane, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

**-APPROUVE** les dispositions ci-dessous,

**-DONNE** quitus de sa gestion pour l'exercice 2023 à Monsieur Stéphane SUTTER, Trésorier du SGLB.

#### **Vote :**

Pour : 27

Abstention : 0

Contre : 0



## 9. Compte Administratif 2023 – (DCS2024\_06)

### Exposé des motifs

Monsieur TERNUS Henri, 1<sup>er</sup> Vice-président et Doyen d'âge, indique que :  
Vu le Budget Primitif 2023 en date du 28 mars 2023,  
Vu la Décision Modificative N°1 en date du 2 octobre 2023,

Considérant que Monsieur LABADIE Bernard, ordonnateur, a normalement administré pendant le cours de l'exercice écoulé les finances du budget principal du Syndicat des bassins versants du Gabas, du Louts et du Bahus (SGLB), en poursuivant le recouvrement de toutes les créances et en n'ordonnant que les dépenses justifiées,

Procédant au règlement définitif du budget exécuté, établissant la balance générale pour 2023 ainsi qu'il suit :

	DÉPENSES	RECETTES	RESULTAT/SOLDE
<u>Section de Fonctionnement</u>	575 334.18 €	726 274.16 €	150 939.98 €
<u>Section d'Investissement</u>	129 303.23 €	208 001.06 €	78 697.83 €
<b>TOTAL</b>	<b>704 637.41 €</b>	<b>934 275.22 €</b>	<b>229 637.81 €</b>

Faisant apparaître les comptes suivants à la fin de l'exercice 2023 :

- un excédent de la section de fonctionnement de : 150 939.98 €
- un excédent de la section d'investissement de : 78 697.83 €
  
- Compte tenu des résultats antérieurs suivants :
  - un résultat de fonctionnement reporté 2022 (*compte C/002 du CA*) de 601 146.09 €
  - un résultat d'investissement reporté 2022 (*compte C/001 du CA*) de - 225 154.94 €
  
- Le Compte Administratif 2023 se solde par :
  - un excédent de la section de fonctionnement de : 752 086.07 €
  - un déficit de la section d'investissement de : - 146 457.11 €

Soit un excédent total de 601 146.09 €
  
- Les restes à réaliser de la section d'investissement sont arrêtés de la façon suivante :
  - total des restes à réaliser en recettes : 3 690.00 €
  - total des restes à réaliser en dépenses : 5 400.00 €

Soit un déficit sur les restes à réaliser de 1 710.00 €

*Monsieur le Président ne prenant pas part au vote.*

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE COMITÉ SYNDICAL À L'UNANIMITÉ  
DÉCIDE :**

- **APPROUVE** tel qu'il est présenté à l'assemblée le compte administratif 2023 du budget principal du SGLB soumis à son examen,
- **DÉCLARE** toutes les opérations de l'exercice définitivement closes et les crédits non consommés ni reportés comme annulés,
- **FIXE** l'excédent global de clôture du Compte Administratif 2023 à 603 918.96 €.

**Vote :**

Pour : 26

Abstention : 1

Contre : 0

## 10. Affectation des résultats de l'exercice 2023– (DCS2024\_07)

### Exposé des motifs

Monsieur le Président rappelle que le Conseil Syndical doit se prononcer sur l'affectation des résultats de l'exercice clos.

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif du budget principal du SGLB au titre de l'exercice 2023, il est proposé au Comité Syndical de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement comme suit :

#### Détermination du résultat de la section de fonctionnement à affecter :

-Résultat reporté de l'exercice antérieur (Compte C/002 du CA) :	601 146.09 €
-Excédent de l'exercice :	150 939.98 €
Soit un résultat excédentaire de clôture à affecter :	752 086.07 €

#### Détermination du résultat de la section d'investissement :

-Résultat reporté de l'exercice antérieur (Compte C/001 du CA) :	- 225 154.94 €
-Excédent de l'exercice :	78 697.83 €
Soit un résultat comptable cumulé (Déficit) :	- 146 457.11 €

-Dépenses d'investissement restant à réaliser :	- 5 400.00 €
-Recettes d'investissement restant à encaisser :	3 690.00 €
Soit un solde des restes à réaliser (Déficit) :	- 1 710.00 €

Soit un Besoin de financement :	148 167.11 €
---------------------------------	--------------

### **APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE COMITÉ SYNDICAL À L'UNANIMITÉ DÉCIDE :**

**-D'AFFECTER** le Résultat excédentaire de 752 086.07 € de la façon suivante :

En couverture du besoin réel de financement dégagé à la section d'investissement :  
(recette budgétaire au compte C/1068 du budget primitif 2024) : 148 167.11 €

En excédent reporté à la section de fonctionnement :  
(recette budgétaire au compte C/002 du budget primitif 2024) : 603 918.96 €

**-D'INSCRIRE** le Résultat comptable cumulé (déficit) de la section d'investissement de la façon suivante :

En déficit reporté à la section d'investissement :  
(dépense budgétaire au compte C/001 du budget primitif 2024) : 146 457.11 €

#### **Vote :**

Pour : 27

Abstention : 0

Contre : 0

## 11. Débat d'Orientations Budgétaires pour le budget 2024 – (DCS2024\_08)

### Exposé des motifs

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) doit faire l'objet d'un rapport pour les communes de 3 500 habitants et plus, les EPCI qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus. Les syndicats mixtes fermés appliquent ces règles par renvoi de l'article L.5711-1 à l'article L.5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Conformément aux articles L.2312-1 ou L.3312-1 du CGCT, l'assemblée délibérante prend acte du Débat d'Orientation Budgétaire par une délibération spécifique. Celle-ci doit faire l'objet d'un vote par l'assemblée délibérante. Par son vote, l'assemblée délibérante prend acte non seulement de la tenue du débat mais également de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le DOB.



La présentation et le vote du DOB, doivent se tenir au plus tôt dans une séance distincte de celle du vote du budget, afin d'appréhender la situation financière de la collectivité et de discuter des orientations générales du budget de l'année.

Les orientations budgétaires détaillées et les chiffres sont présentés dans le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) en annexe. Ces propositions doivent permettre d'échanger et de prendre des décisions sur les actions que devra mener le syndicat durant l'année considérée.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE COMITÉ SYNDICAL À L'UNANIMITÉ  
DÉCIDE :**

- **DE PRENDRE ACTE** de la tenue du débat d'orientations budgétaires, sur la base du rapport d'orientations budgétaires du Syndicat des bassins versants du Gabas, du Louts et du Bahus pour l'exercice 2024 tel que présenté,
- **DE SOLLICITER** l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, le Département des Landes, la Région Nouvelle Aquitaine, pour leur participation financière au titre du programme d'actions pour l'année 2024,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à prendre toutes décisions nécessaires à l'application de cette délibération.

**12. Programme d'actions 2024 – (DCS2024\_09)**

Exposé des motifs

VU les règles applicables aux syndicats mixtes fermés par renvoi de l'article L.5711-1 à l'article L.5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),  
CONFORMEMENT aux articles L.2312-1 ou L.3312-1 du CGCT, l'assemblée délibérante prend acte du Débat d'Orientation Budgétaire par une délibération spécifique, qui doit faire l'objet d'un vote,  
VU le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) présentant le programme d'actions prévu pour l'exercice 2024,  
VU la délibération DCS2024\_08 approuvant le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) pour l'année 2024,

Le programme d'actions prévu pour l'année 2024 comprenant des opérations reportées de l'année 2023 a été présenté au Comité Syndical, et n'a pas fait l'objet de modifications. Le tableau récapitulatif des actions a été adressé avec le rapport d'orientations budgétaires.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE COMITÉ SYNDICAL À L'UNANIMITÉ  
DÉCIDE :**

- **DE SOLLICITER** l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, le Département des Landes, la Région Nouvelle Aquitaine, la Région Occitanie pour leur participation financière au titre du programme d'actions au titre de l'exercice 2024,
- **DONNE** pouvoir à Monsieur le Président pour signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

**13. Délibération portant renouvellement d'un véhicule – (DCS2024\_10)**

Exposé des motifs

Monsieur le Président propose au Conseil Syndical le renouvellement d'un des véhicules du syndicat. En effet, le véhicule PEUGEOT PARTNER immatriculé EQ-627-CQ étant amorti, il convient de procéder à son renouvellement. Les véhicules sont nécessaires à l'activité des agents du syndicats dans le cadre de leur fonction. Afin d'avoir une mise en concurrence, trois sociétés ont été sollicitées pour des propositions de véhicules avec une reprise du véhicule actuel.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE COMITÉ SYNDICAL À L'UNANIMITÉ  
DÉCIDE :**

- DE RENOUELER** le véhicule PEUGEOT PARTNER, immatriculé EQ-627-CQ,
- VALIDER** l'acquisition d'un véhicule type DACIA DUSTER JOURNEY BLUE DCI 115 4x4 au prix de 28 212.76 € TTC auprès de la société SODIAM SAS (RENAULT AIRE-SUR-L'ADOUR), hors reprise,
- DIT** que les crédits nécessaires à cette acquisition seront portés au budget primitif 2024,
- DE SOLLICITER** l'Agence de l'Eau Adour-Garonne pour sa participation financière au titre du suivi des missions de conseil, sensibilisation, animation et communication des cours d'eau du Syndicat mixte des bassins versants du Gabas, du Louts et du Bahus (SGLB) pour l'année 2024,

#### 14. Divers

La prochaine réunion du Conseil Syndical se tiendra le **Lundi 18 Mars 2024 à 10h30** à Hagetmau.

En amont de cette réunion, une **visite de chantier** de renaturation du Gabasset à Coudures est prévue (rendez-vous à **9h00 sur site**, muni de bottes de pluie).

\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 12h15.

À l'issue de la réunion, le syndicat a proposé un apéritif déjeunatoire (lunch) aux délégués présents.

Pour plus de renseignements, n'hésitez pas à consulter notre site internet [www.sglb.fr](http://www.sglb.fr)

SIGNATURE Secrétaire de Séance	SIGNATURE Président
	